



ENQUÊTE AFA / OCTOBRE 2011

La gestion responsable d'actifs
des sociétés d'assurances
Résultats sur l'année 2010





SOMMAIRE

Préambule

1. La démarche des sociétés d'assurances

2. Les enseignements de l'enquête

3. Focus sur les actifs immobiliers



Sauf précision contraire, les indicateurs figurant dans ce document ont été calculés à partir des réponses provenant des groupes ou sociétés totalisant **87%** des cotisations d'assurances du marché français.



S'agissant du questionnaire immobilier, l'étude a été menée auprès de sociétés représentant **70%** de l'encours des placements des assureurs français et totalisant 10 millions de m².



Les pourcentages de réponse indiqués dans l'enquête sont exprimés en :

- > Part des cotisations représentées pour la partie actifs mobiliers.
- > Part de m² représentés pour la partie actifs immobiliers.



Préambule

1. La démarche des sociétés d'assurances

2. Les enseignements de l'enquête

3. Focus sur les actifs immobiliers



Des acteurs clés de la gestion d'actifs :

1684 Mds € d'actifs sous gestion à la fin 2010 (valeur de réalisation)
dont :

- **290*** Mds € investis en actions d'entreprises.
- **65** Mds € d'actifs immobiliers à fin 2010.

* Après mise en transparence des OPCVM.

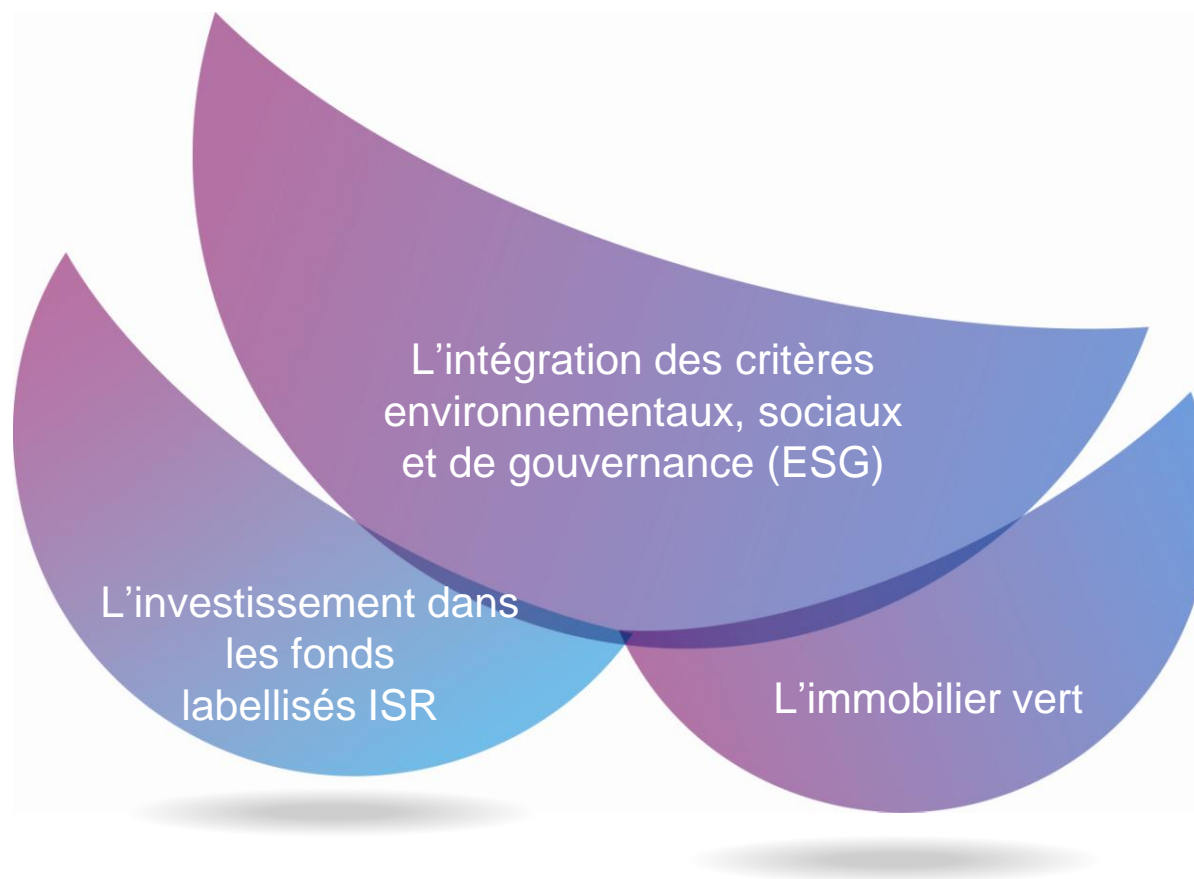


Des investisseurs **de long terme** naturellement attachés à la promotion de l'investissement responsable à plusieurs titres :

- Complémentarité entre horizon d'investissement long et développement durable.
- Prise en compte des risques de long terme, notamment environnementaux.
- Relation de confiance vis-à-vis des assurés / épargnants.



Une approche fondée sur **3 «piliers»** :





Préambule

1. La démarche des sociétés d'assurances

2. Les enseignements de l'enquête

3. Focus sur les actifs immobiliers

Une progression très nette des encours, tant ISR qu'ESG*



À fin 2010, les OPCVM labellisés ISR et les placements intégrant les critères ESG représentent respectivement **0,8%** et **18%** des encours totaux.



* Distinction ISR - ESG

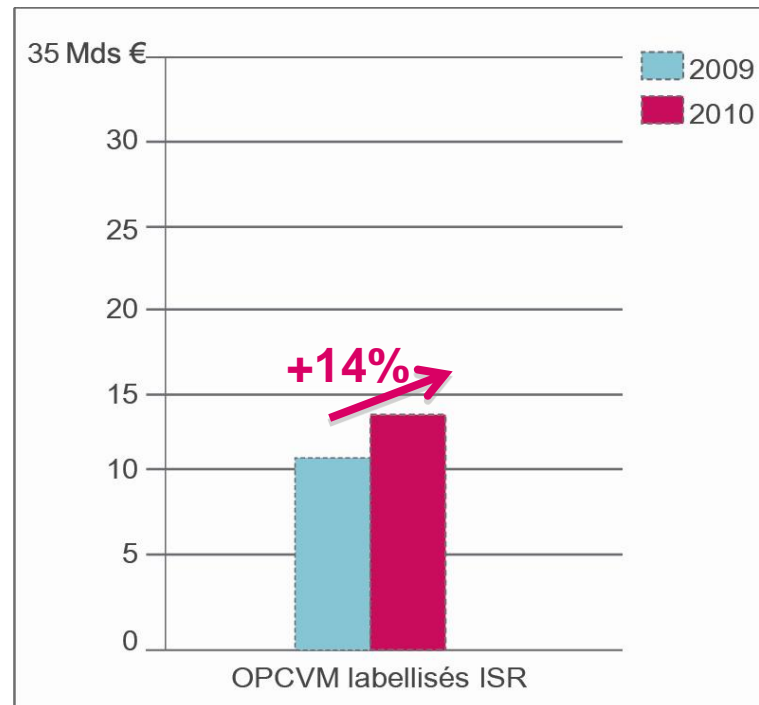
Nous distinguons dans ces questionnaires les critères ESG des labels ISR, dans la nomenclature de Novethic :

- L'intégration ESG désigne la prise en compte des critères extra-financiers pour l'évaluation, par les entreprises, des impacts environnementaux (efficacité énergétique, gestion des ressources en eau et des déchets, etc.), sociétaux (droits de l'homme, lutte contre la corruption, etc.) et de gouvernance (transparence, relations avec les actionnaires)
- Les investissements labellisés ISR sont les investissements qui intègrent systématiquement les trois critères ESG dans l'appréciation et la sélection des actifs, selon différentes approches reconnues (best in class, thématiques, partage, solidaires, etc.).

Une progression très nette des encours, tant ISR qu'ESG



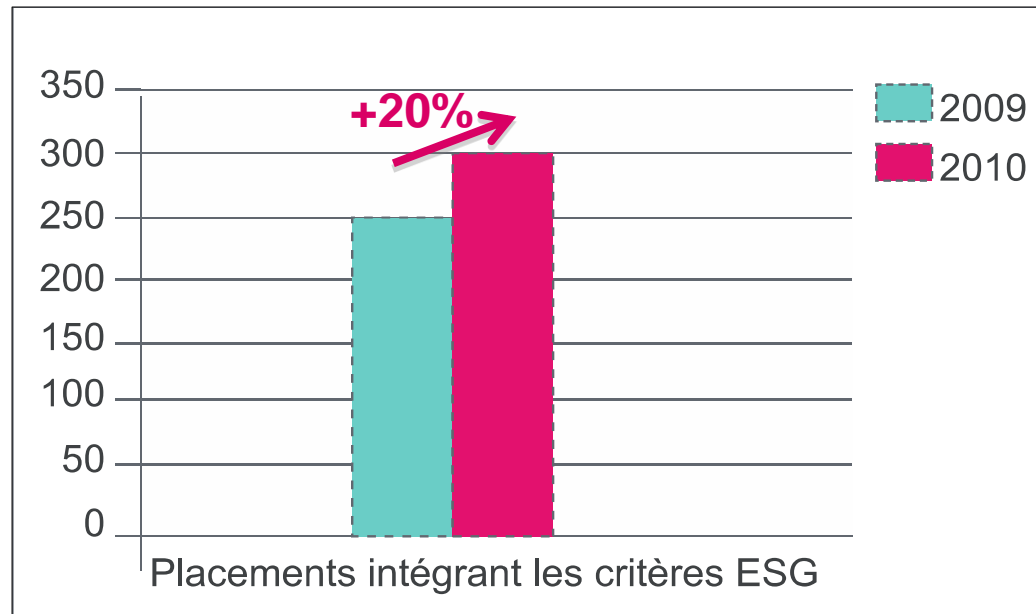
À périmètre constant, le poids des OPCVM labellisés ISR passe de **11,9** à **13,6** Mds €, soit une augmentation de **14%** entre fin 2009 et fin 2010.



Une progression très nette des encours, tant ISR qu'ESG



Les placements intégrant les critères ESG représentent environ **300 Mds €**.
On estime leur progression sur un an de l'ordre de **20%**.

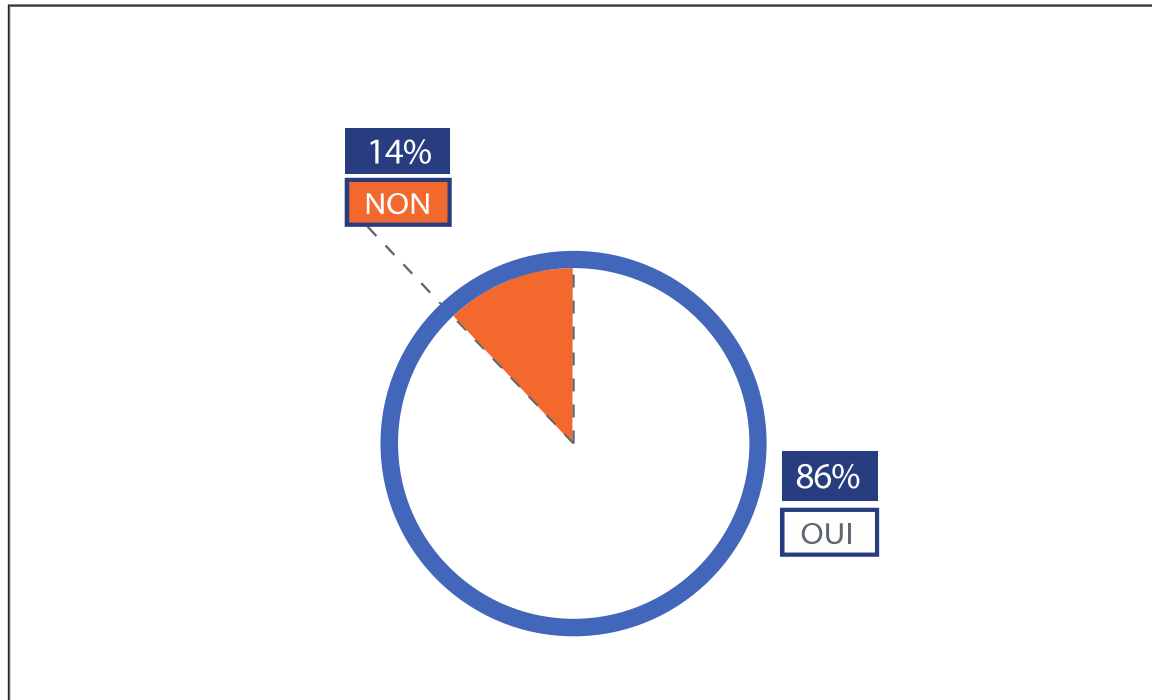


Le développement de l'intégration des critères ESG



86% du marché a intégré les critères ESG dans tout ou partie de sa gestion.

Avez-vous intégré les critères ESG dans votre stratégie d'investissement ?

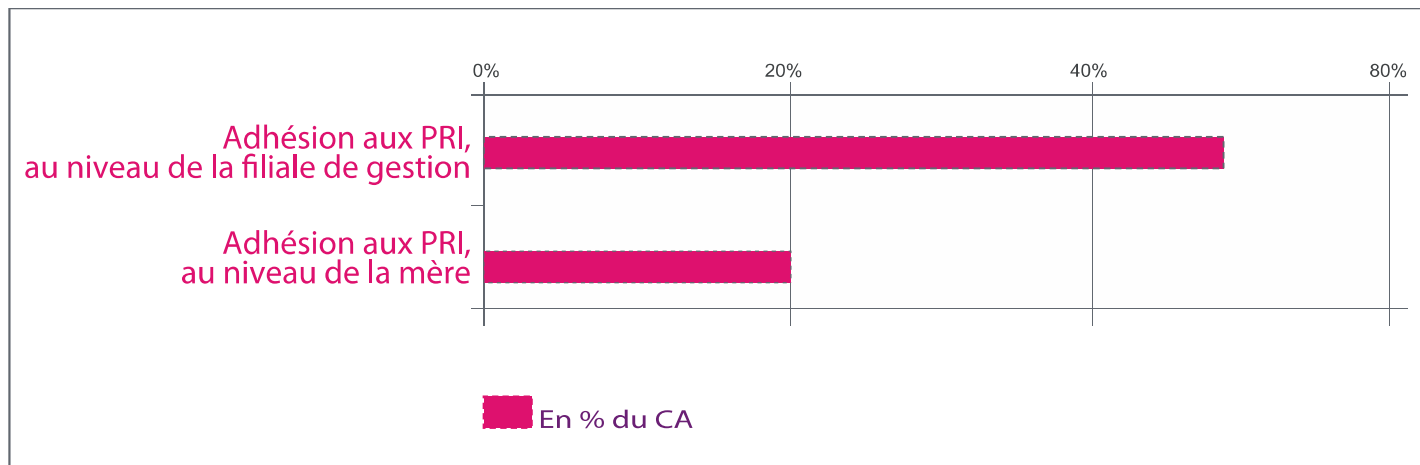


Le développement de l'intégration des critères ESG



Outre l'adhésion à la charte Développement durable de l'AFA, les Principles for Responsible Investment (PRI) constituent le cadre référentiel privilégié: **56%** du marché y a adhéré via une filiale de gestion, et **20%** au niveau de la société mère.

Quel cadre référentiel privilégiez-vous ?



Le développement de l'intégration des critères ESG



Le développement des critères ESG est pour une bonne part assumé par les filiales de gestion des sociétés les plus importantes :

- **86%** du marché a un ou plusieurs délégataires de gestion.
- Toutes les filiales de gestion des sociétés interrogées gèrent des fonds labellisés ISR.

Le développement de l'intégration des critères ESG



D'importantes marges de progrès existent en matière d'intégration des processus et d'amélioration du niveau d'information :

- Si **75%** du marché intègre les critères ESG dans leurs décisions d'investissements, seul **24%** du marché dit le faire systématiquement.
- **58%** du marché dispose d'un processus d'intégration formalisé et évalué.
- **40%** du marché considère disposer de sources d'informations suffisantes.
- **26%** du marché consacre des travaux de recherche sur les critères ESG.
- La plupart des sociétés considèrent que les bases statistiques et les travaux académiques sont encore insuffisants dans ce domaine.

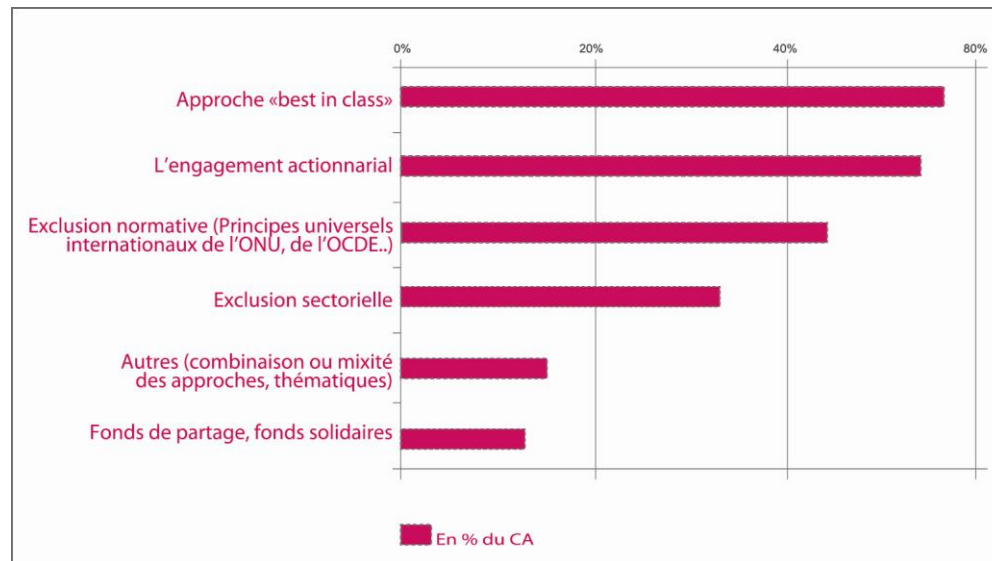
Les approches de gestion extra-financière / actions



L'approche « best in class » est privilégiée par **73%** du marché.



L'engagement actionnarial est cité ensuite par **68%** du marché, suivi de l'exclusion normative et/ou sectorielle (**48%** du marché).

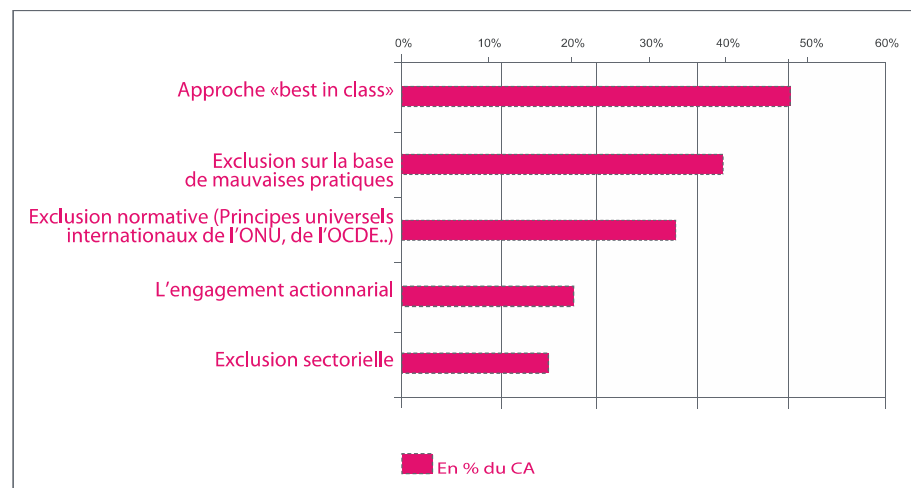


Les approches de gestion extra-financière / autres actifs



58% du marché a répondu à la question portant sur ses pratiques en matière de gestion extra-financière des portefeuilles d'obligations d'entreprises :

- Le recours à la notation extra-financière est moins développé qu'en matière d'actions.
- L'approche « best in class » est privilégiée par **50%** du marché, suivie de l'exclusion sur la base de mauvaises pratiques des exclusions normatives et sectorielles.



Les approches de gestion extra-financière / autres actifs



S'agissant des obligations souveraines, les sociétés ont plus rarement recours à ces critères, si ce n'est l'exclusion normative.



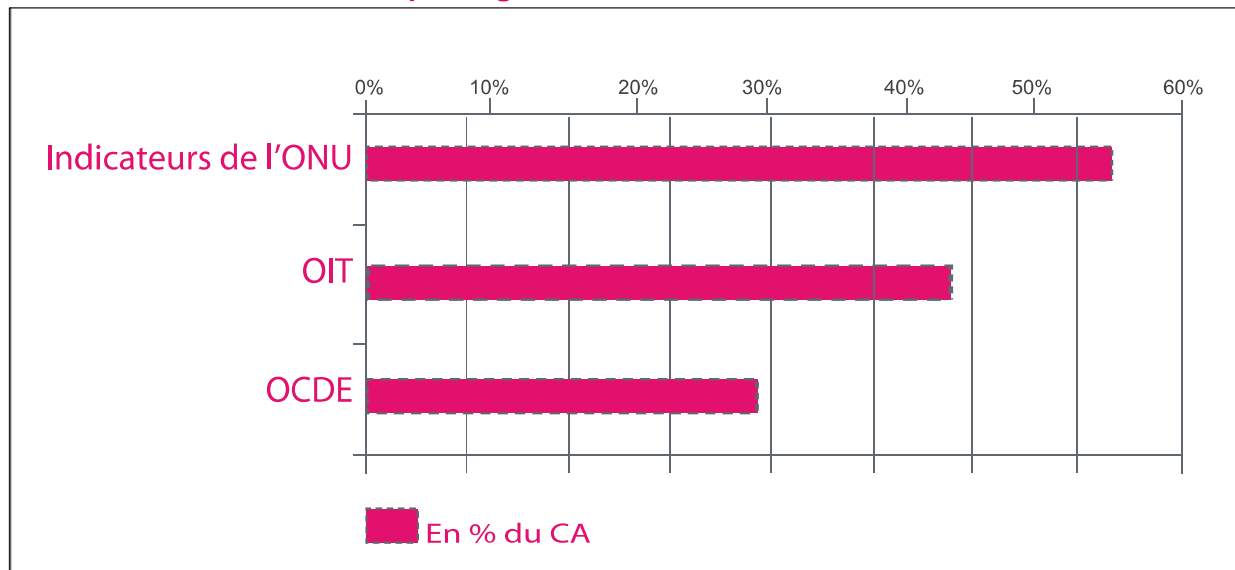
S'agissant du private equity, elles n'y ont quasiment pas recours bien que cela se développe chez certains acteurs.

Le choix des référentiels



60% du marché cite au moins l'un des trois référentiels internationaux (ONU, OCDE, OIT).

Quel référentiel international privilégiez-vous ?

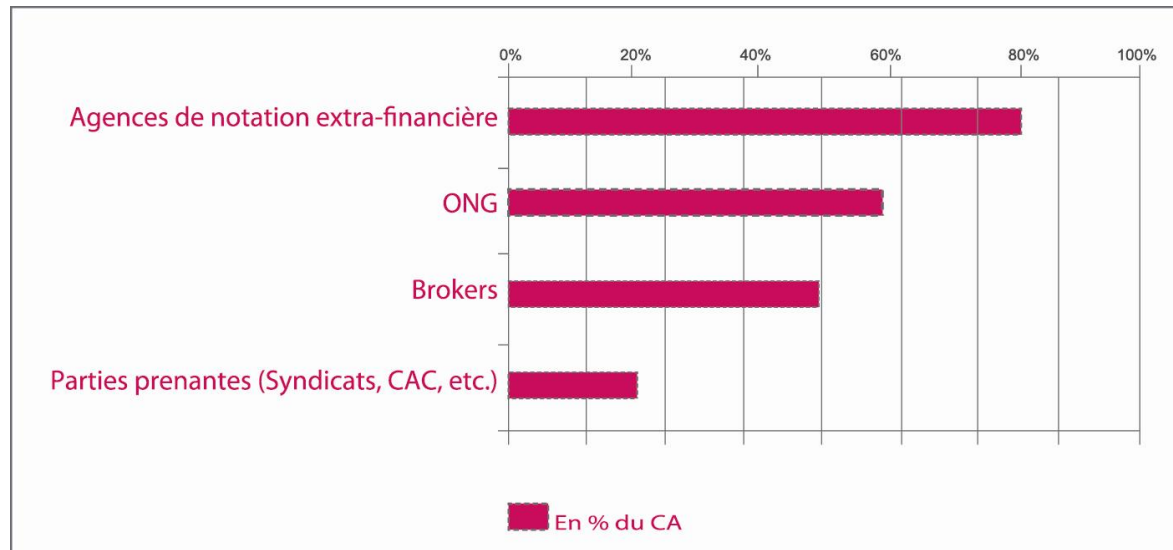


Le choix des référentiels



S'agissant des sources d'informations, les agences de notation sont privilégiées par **80%** du marché, suivies des organisations non gouvernementales (**58%** du marché) et des brokers (**48%** du marché).

Quel référentiel international privilégiez-vous ?



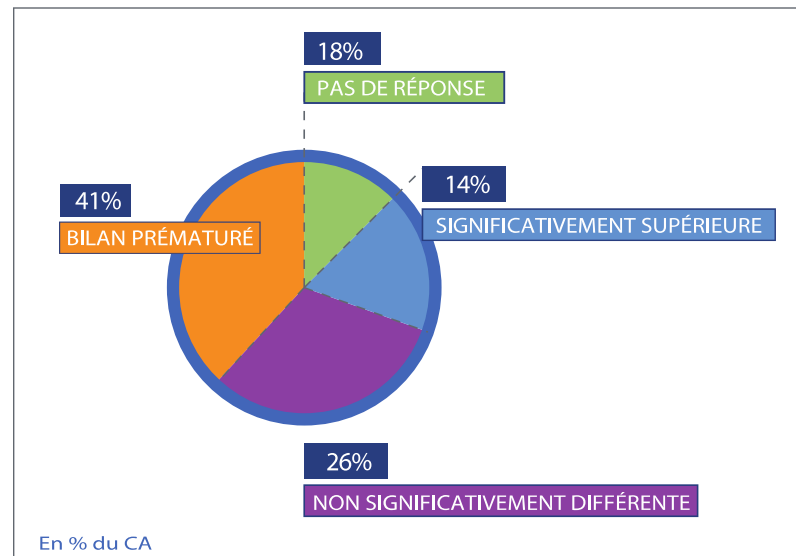
La performance des investissements intégrant l'ESG



Il est encore trop tôt pour dresser un bilan de l'impact de l'intégration des critères ESG sur la performance des fonds :

- **41%** du marché estime qu'un bilan serait prématuré.
- **26%** estime que la performance n'est pas significativement différente.
- **14%** considère que l'impact est significativement positif.

La rentabilité corrigée du risque de vos investissements intégrant les critères ESG, par rapport à des investissements de la même famille n'intégrant pas ces critères, vous paraît-elle significative ?



La mise en place de stratégies de commercialisation



Des efforts très importants sont faits pour développer les investissements dédiés à l'ISR :

- **92%** du marché déclare avoir développé ses propres supports OPCVM labellisés ISR en tant qu'UC.
- **59%** du marché déclare avoir mis en place des politiques de marketing dédiées aux produits investis en fonds ISR auprès des assurés vie ou retraite.
- **75%** du marché affirme vouloir développer de manière significative les encours intégrant l'ESG et labellisés ISR dans les 3/5 ans. Le reste du marché n'envisage pas de le faire (**18%**) ou de manière marginale (**6%**).
- S'agissant du degré de réceptivité des assurés, les avis sont très partagés : **39%** du marché considère qu'ils sont plutôt réceptifs et **41%** qu'ils le sont peu. Aucun des répondants ne les considère très réceptifs.

Freins et facteurs de développement de l'ESG



Les réponses ont fait état d'un certain nombre de freins assez clairement identifiés :

- Le principal frein au développement de ces critères est la méconnaissance du sujet par les assurés mais également par les distributeurs d'assurance, à qui il apparaît souvent trop complexe.
- Pour les gestionnaires d'actifs, c'est surtout les difficultés organisationnelles qui sont évoquées (coût financier, mise en place d'un processus).

Freins et facteurs de développement de l'ESG



Dans le même temps, les facteurs de développement sont nombreux et assez largement partagés :

- La volonté de « **donner du sens** » à l'épargne est une notion à laquelle les assurés semblent être de plus en plus sensibles.
- Les gestionnaires considèrent que ces critères favorisent une meilleure prise en compte des **risques de long terme**, et donc une amélioration du couple rendement/risque dans la durée.
- Certains réseaux de distribution voient dans les critères ESG et l'ISR, pour peu qu'ils soient clarifiés, un levier efficace en termes **d'image et de fidélisation** de la clientèle.



Préambule

1. La démarche des sociétés d'assurances

2. Les enseignements de l'enquête

3. Focus sur les actifs immobiliers

Des propriétaires immobiliers très actifs



Les sociétés d'assurances sont d'importants propriétaires fonciers :

- **65** Mds € d'actifs immobiliers*, soit **4%** du total des placements.
- **80%** de ces placements immobiliers sont des investissements directs.

* À fin 2010 en valeur de réalisation

Des propriétaires immobiliers très actifs



Les sociétés sont **directement concernées** par l'évolution actuelle de la réglementation et collaborent activement aux nombreux chantiers dans ce domaine :

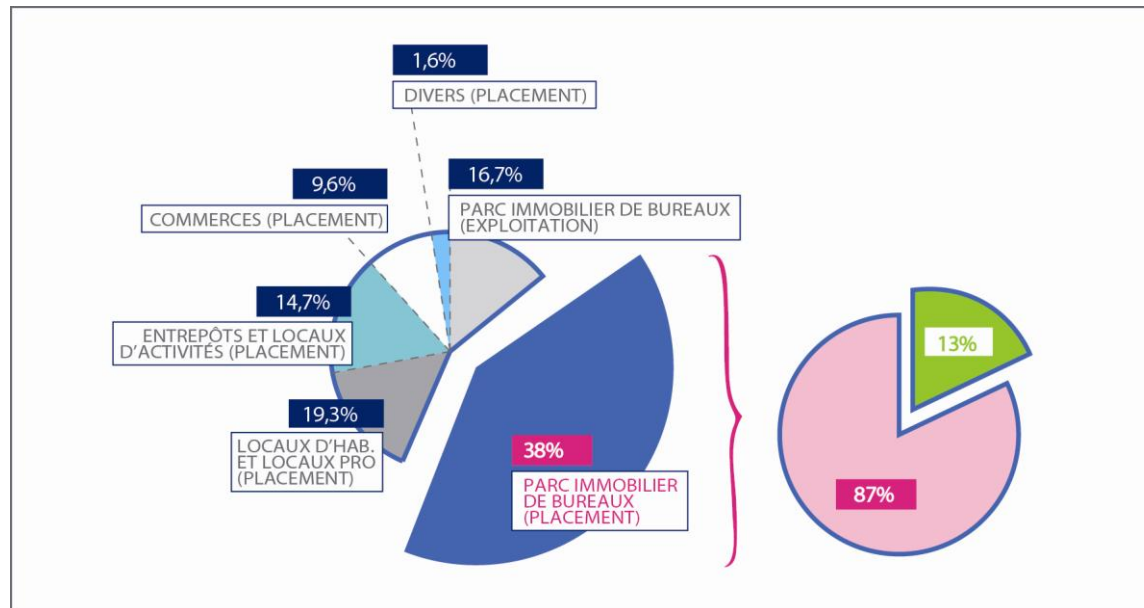
- Mise en place des certificats d'économie d'énergie (**CEE**).
- Mise en place des diagnostics énergétiques (**DPE, ADEME**, etc.).
- Mise en place des nouvelles normes de construction Réglementation Thermique (**RT2012**).
- Elaboration du décret d'application issu de **l'article 3 de la loi Grenelle II** sur l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments (Rapport Maurice Gauchot).
- Annexe environnementale aux baux (**Article 8 de la loi Grenelle II**).
- Labels de performance énergétique (**HQE, HPE, BBC**, etc.).

Des efforts concentrés sur le segment des bureaux



La quasi intégralité des labels énergétiques (**98%**), tous labels confondus, sont obtenus par des immeubles bureaux dont **13%** en bénéficient.

Répartition du patrimoine immobilier des assureurs, en m² utile



Part des bureaux bénéficiant d'un label énergétique, en m² utile

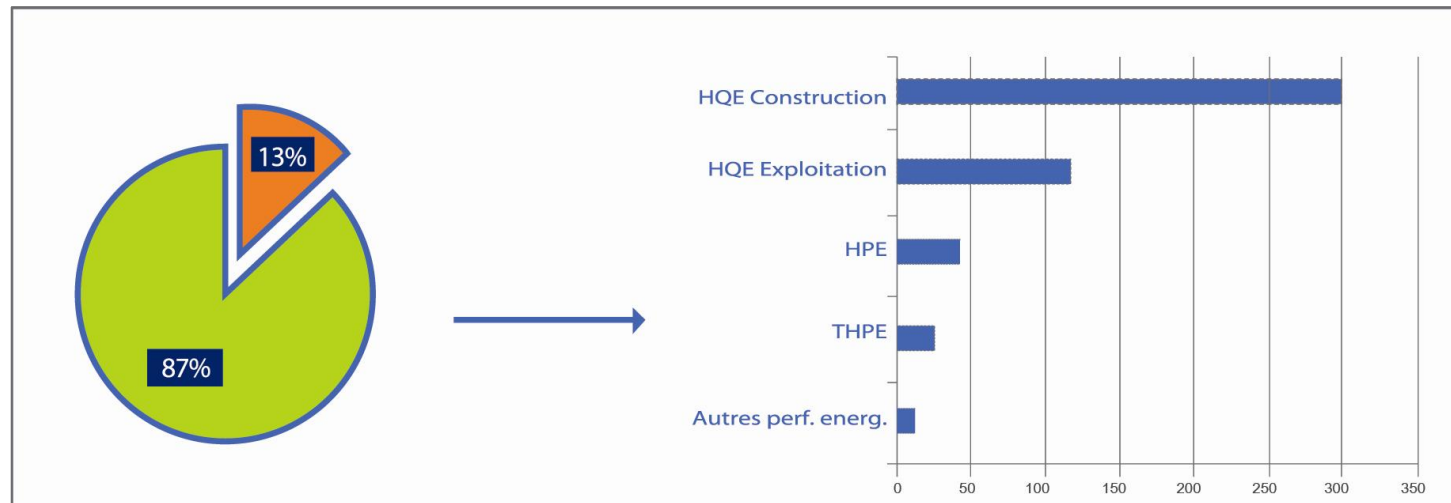
Une diversité de labels



Le label **HQE Construction*** est de loin le plus développé, avec 300.000 m².

Part des bureaux bénéficiant d'un label énergétique, en % de m² utile

Surface de bureaux bénéficiant des principaux labels, en milliers m² utile



*On distingue trois familles de labels :

- Les labels de performance énergétique: HPE, THPE
- Les labels de certification environnementale: HQE Construction, HQE Renovation, BREEAM , LEEDS
- Les labels liés à l'exploitation: HQE Exploitation, BREEAM use

Le développement des audits énergétiques



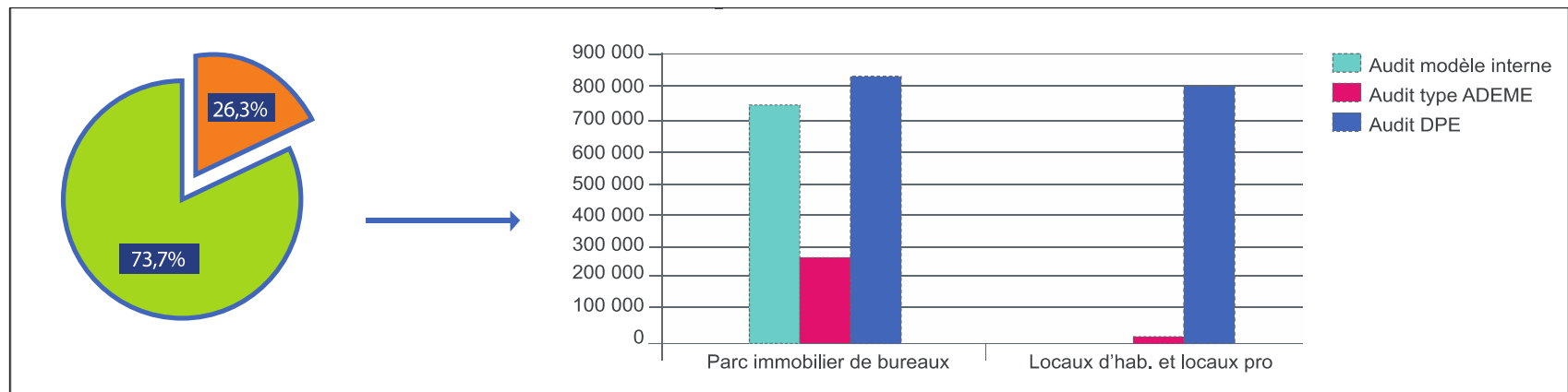
26% du parc immobilier des assureurs a fait l'objet d'au moins un audit énergétique (DPE, Audit type ADEME, Audit modèle interne).





Ces audits concernent quasi-exclusivement les bureaux et les locaux d'habitation dont respectivement **33%** et **37%** des surfaces en ont fait l'objet.

Part du parc immobilier ayant fait l'objet d'un audit énergétique, en % de m² utile

Surfaces ayant fait l'objet d'un audit, en m² utile



Le développement des audits énergétiques

-  Plus de **85%** du marché a eu recours à des diagnostics, tous types confondus, pouvant porter jusqu'à **75%** de certains portefeuilles d'actifs immobiliers.
-  **8%** du parc total dispose d'un système de monitoring, essentiellement les bureaux (**12%**) et les commerces (**7,5%**).